





















- en liaison avec la vente à crédit d'un équipement industriel, commercial ou scientifique ou avec la vente à crédit de marchandises ou la fourniture de services par une entreprise à une autre entreprise ou ;
- à raison d'un prêt de toute nature accordé par une banque ou ;
- si les intérêts sont payés à l'un des États, l'une de ses collectivités territoriales, ou l'une de ses personnes morales de droit public ou ;
- si le débiteur des intérêts est l'un des États, l'une de ses collectivités territoriales, ou l'une de ses personnes morales de droit public, ou la Banque centrale de cet État.

### 3. Cas particuliers

---

#### a. Intérêts excédentaires

---

**183**

Sur ce point, il convient de se reporter au paragraphe 7 de l'article 11 et à la convention fiscale franco-algérienne ([BOI-INT-CVB-DZA-30 au I-B-2-b-1° § 190](#)).

#### b. Intérêts reçus par un établissement stable

---

**187**

Sur ce point, il convient de se reporter à la convention fiscale franco-algérienne ([BOI-INT-CVB-DZA-30 au I-B-2-b-2° § 200](#)).

#### c. Intérêts reçus par un fonds ou une société d'investissement

---

**190**

A l'instar de ce qui est prévu pour les dividendes, le point 5 du protocole prévoit qu'un fonds ou une société d'investissement, situé dans un État contractant où il n'est pas assujéti à un impôt sur les revenus visé par la convention, qui reçoit des intérêts provenant de l'autre État contractant, peut demander globalement le bénéfice des réductions ou exonérations d'impôt prévues par la convention, pour la fraction de ces revenus qui correspond aux droits détenus dans le fonds ou la société d'investissement par des résidents du premier État et qui est imposable au nom de ces résidents.

Si le portefeuille de la société d'investissement se compose exclusivement d'obligations négociables, la retenue à la source sera éventuellement perçue au taux conventionnel de 5 %.

### 4. Clause anti-abus

---

**200**









## B. Enseignants et chercheurs

---

### 300

Le paragraphe 2 de l'article 20 de la convention prévoit que les rémunérations payées par un État, l'une de ses collectivités territoriales, ou l'une de ses personnes morales de droit public, à un enseignant ou un chercheur, sont exclusivement imposables par cet État pendant une période n'excédant pas deux ans.

Cette règle d'imposition s'applique uniquement lorsque les enseignants et chercheurs sont rémunérés sur des fonds publics. L'État d'envoi conserve ainsi le droit exclusif de les imposer, pendant une période maximale de deux ans. Cette disposition est justifiée par le souci d'encourager les échanges culturels et la diffusion de la culture française à l'étranger.

Au-delà de la deuxième année de séjour de l'enseignant et/ou du chercheur dans l'État d'envoi, le droit d'imposer les rémunérations perçues sur des fonds publics par les enseignants et chercheurs revient à l'État de résidence de ces personnes.

## XIV. Autres revenus

### 310

Il convient de se reporter à l'article 21 et à la convention fiscale franco-algérienne ([BOI-INT-CVB-DZA-40 au VIII § 310 à 340](#)), sous réserve de la référence expresse au bénéficiaire effectif des revenus (sur cette notion, cf. [III-A-2-b § 120](#)).

Le paragraphe 3 de l'article 21 contient une clause anti-abus. Cette disposition a pour effet d'écarter l'application de l'article 21 de la convention, lorsque les transactions ont été conclues principalement dans le but de tirer avantage des dispositions de cet article.